

[Text]

Mr. Dixon: Oh, yes indeed, senator; I do not know what part of the country you are from.

Senator Laird: Windsor.

Mr. Dixon: Let us take the area facing Detroit on the lake front, or the river front, and in your mind's eye, picture 20 acres that are sort of sealed off from Windsor. Any plant could go in there and develop a factory, under private supervision preferably, Mr. Chairman, or government supervision if necessary, apart from the normal customs supervision, and receive goods in that area against which no duty would be assessed, no sales taxes, local or provincial, by Ontario in the case of Windsor. A product would be fabricated to its ultimate end, whatever that may be, whether consumer or industrial product and then re-exported. From Windsor, certainly, the first potential would be the United States, but it would include other countries around the world. That part of the production not available for or sold as export could go through the normal import procedures as though it were a product coming from a foreign country as far as customs is concerned.

Senator Laird: Yes, paying duty.

Mr. Dixon: Yes, paying all the required duties and so on, but all the action for an export-oriented product would be done without all the bureaucracy and documentation required to bring something in, process it further and ship it out and get all the duties and taxes back which, as I advised the chairman earlier, does not apply at the present time. You only get a proportion back; 90 per cent and more, but you usually pay a penalty, in a sense, for paying for the bureaucracy to process your in-and-out entry. That is really what it amounts to.

Senator Laird: I suppose the real problem is time lag.

Mr. Dixon: Time lag and documentation; you are quite right, senator.

Senator Laird: That is right; time lag caused by documentation. This concept, as you know, is not new.

Mr. Dixon: Oh, no.

Senator Laird: I recall very distinctly just about a hundred years ago—when I was younger,—and you may remember a fellow named Charlie McTague.

Mr. Dixon: Yes, I do.

Senator Laird: He was trying to promote this very process as far as Windsor was concerned. Mind you, at that stage he even got so far as to think of the retail end of it, with a free zone area between Windsor and Detroit, including the retail, but, of course, you do not go that far.

Mr. Dixon: There is merit in old McTague's idea. If the chairman and senators will permit me, the highest taxed commodity in Canada and in many countries is perfume. The second highest taxed item is alcohol. If, let us say, a store such as Simpson's or Eaton's buys a bottle of Chanel No. 5—I am speaking and I hope your reporter will so record it, figuratively

[Traduction]

M. Dixon: Bien sûr, Monsieur le Sénateur; de quelle région venez-vous?

Le sénateur Laird: De Windsor.

M. Dixon: Prenons donc comme exemple la région opposée à Détroit sur le bord du lac. Imaginez-vous 20 acres de terrain qui sont, pour ainsi dire coupés, de Windsor. N'importe quelle société pourrait y construire une usine qui relèverait d'une autorité privée de préférence ou du gouvernement si nécessaire mais sans contrôle du service des douanes. La société pourrait y importer en franchise des biens qui seraient exempts, des taxes sur la vente locale et provinciale qui, dans le cas de Windsor, seraient normalement perçues par l'Ontario. Après l'avoir transformé en produit fini quelconque—un bien de consommation ou en produit industriel—elle pourrait le ré-exporter. Comme il s'agit de Windsor, le marché d'exportation le plus probable serait certainement les États-Unis, mais elle pourrait également vendre le produit sur le marché mondial. La partie de la production qui ne serait pas destinée à l'exportation pourrait alors subir les formalités douanières exigées pour l'importation de tout autre produit, comme si cette production venait en fait d'un pays étranger et n'avait pas eu lieu au Canada.

Le sénateur Laird: Oui, mais il faudrait payer des droits.

M. Dixon: Oui, des droits seraient perçus, mais le produit destiné à l'exportation serait exempt des formalités exigées pour importer un produit, le transformer, l'exporter et récupérer tous les droits et les taxes ce qui, comme je l'ai signalé au Président, ne se fait pas à l'heure actuelle. Vous ne récupérez qu'environ 90%, mais il faut payer une sorte de supplément pour le travail occasionné par les entrées et sorties. C'est ça l'important.

Le sénateur Laird: J'imagine que les retards constituent leur étape problème.

M. Dixon: Les retards et les formalités administratives; vous avez tout à fait raison, sénateur.

Le sénateur Laird: Justement; les formalités occasionnent des retards. Comme vous le savez, ce n'est rien de nouveau.

M. Dixon: Bien sûr que non.

Le sénateur Laird: Je me souviens très bien qu'il y a bientôt cent ans, pendant ma jeunesse quoi, il y avait un type qui s'appelait Charlie McTague.

M. Dixon: Oui je m'en souviens.

Le sénateur Laird: Il essayait justement de faire cela à Windsor. Il faut comprendre qu'il est allé jusqu'à penser à la vente au détail et à prévoir une zone de franchise entre Windsor et Détroit qui comprendrait la vente au détail. Vous, par contre, n'êtes pas allé jusque-là.

M. Dixon: L'idée du vieux McTague n'était pas mauvaise. Avec la permission du Président et des sénateurs, je dirais que le produit frappé de la taxe la plus élevée au Canada et dans un très grand nombre de pays est le parfum. Après lui vient l'alcool. Prenons, par exemple, le cas où Simpsons ou Eaton achèterait une bouteille de Chanel No 5. C'est un exemple;